

GHT de la Haute-Saône

Règlement de la Consultation

Pouvoir adjudicateur :

Groupe Hospitalier de la Haute-Saône – 2, rue Heymes BP 409 – 70014 VESOUL

Objet du marché :

**Entretien des espaces verts
du Groupement Hospitalier de Territoire de la Haute-Saône (GHT 70)**

Procédure n° 25.26 :

Marché passé en application du Code de la Commande Publique

Marché de services passé selon une procédure d'Appel d'Offre Ouvert (AOO)
Articles R 2124-1 à R 2124-2 du Code de la commande publique

Date limite de remise des plis :

Le mercredi 08 octobre 2025 à 12h00

REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE

Visite à la demande du candidat

Les candidats devront adresser leurs demandes de renseignements complémentaires via la
plateforme dématérialisée <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le présent document comprend 17 pages et 1 annexe.

SOMMAIRE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION	1
CHAPITRE I – ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 1. TYPE D’ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 2. NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L’ACHETEUR PUBLIC.....	3
ARTICLE 3. REFERENTS DU DOSSIER	3
CHAPITRE II – PRESENTATION DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 4. OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 5. DESCRIPTION DU MARCHE	4
ARTICLE 6. DUREE DU MARCHE ET RECONDUCTION.....	6
ARTICLE 7. LIEUX D’EXECUTION OU DE LIVRAISON.....	7
CHAPITRE III - PROCEDURE	8
ARTICLE 8. TYPE DE PROCEDURE	8
ARTICLE 9. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	8
CHAPITRE IV – MODALITES DE PARTICIPATION	9
ARTICLE 10. COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION	9
ARTICLE 11. OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	9
ARTICLE 12. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	9
ARTICLE 13. MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION ENTREPRISE	9
ARTICLE 14. CONDITIONS RELATIVES AUX MARCHES	10
ARTICLE 15. CONTENU DU PLI	10
CHAPITRE V – REMISE DES OFFRES.....	12
ARTICLE 16. DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES.....	12
ARTICLE 17. MODE DE TRANSMISSION DES OFFRES.....	12
ARTICLE 18. REMISE D’UNE OFFRE	12
CHAPITRE VI –JUGEMENT DES OFFRES.....	14
ARTICLE 19. VISITE DES SITES / REMISE D’ECHANTILLONS	14
ARTICLE 20. EXAMEN DE LA CANDIDATURE	14
ARTICLE 21. ANALYSE DES OFFRES	14
ARTICLE 22. ATTRIBUTION	15
ARTICLE 23. SIGNATURE ET NOTIFICATION DU MARCHE PUBLIC	16
CHAPITRE VII – AUTRES RENSEIGNEMENTS	17
ARTICLE 24. DEMANDE DE RENSEIGNEMENT	17
ARTICLE 25. COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	17

Article 1. Type d'acheteur public

Etablissement public de santé.

Article 2. Nom et adresse officiels de l'acheteur public

Nom du pouvoir adjudicateur : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône (GH70)
Représentant du pouvoir adjudicateur : Madame Alexandrine KIENTZY-LALUC
Directrice du Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Adresse : 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Adresse internet : <http://www.gh70.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Article 3. Référents du dossier

Référent administratif du dossier : Madame Valentine POISSENOT
Cellule des Marchés Publics
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex

Référent technique du dossier : Monsieur Alexandre ZBINDEN
Responsable Service Logistique et Transport
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex

Chapitre II – Présentation de la consultation

Article 4. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la réalisation de prestation d'entretien d'espaces verts du Groupement Hospitalier de Territoire de la Haute-Saône, qui comprend :

- Le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône (1 CH, 3 hôpitaux de proximité et 13 EHPADs)
- L'EHPAD Villa Saint Joseph - Site de Scey-sur-Saône (établissement partie) ;
- L'EHPAD Jean Michel - Site de Saulx (établissement partie) ;
- L'EHPAD Alfred Dornier - Site Dampierre-Sur-Salon (établissement associé).

La prestation recouvre des besoins usuels et d'autres prestations qui sont susceptibles d'être réalisées occasionnellement et à la demande des établissements du GHT (abattage d'arbres, tri de feuilles mortes).

Le marché est divisé en deux lots. Le lot n°1 est réservé aux entreprises adaptées, à des structures d'insertion ainsi qu'à des structures équivalentes, en application des articles L.2113-12, L2113-13 et L 2113-14 du code de la commande publique.

Le lot n°2 n'est pas réservé.

Article 5. Description du marché

5.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché de services : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input type="checkbox"/>	Prestations intellectuelles : <input type="checkbox"/>
--	--	--	--

5.2. Forme du marché

Cette consultation est instruite sous la forme d'un appel d'offre ouvert selon les articles R2162-1; R2162-2 et R2161-5 du Code de la commande publique.

Le marché est un :

- Accord cadre à « bons de commande »
Avec **un minimum⁽¹⁾** en valeur ou quantité ☒ Oui ☐ Non
Avec **un maximum⁽²⁾** en valeur de 320 000€ (pour la totalité du marché) ☒ Oui ☐ Non
☐ Mono-attributaire
☐ Multi-attributaires
- Marché à tranches ☐ Oui ☒ Non
- Marché réservé **pour le lot n°1 uniquement** ☒ Oui ☐ Non
- Concession ☐ Oui ☒ Non

5.3. Allotissement

Marché alloti : ☒ Oui ☐ Non

Les dispositions relatives à l'allotissement figurent aux articles L2113-10 à L2113-11 et R. 2113-1 à R. 2113-3 du Code de la commande publique.

Le marché fait l'objet d'un allotissement géographique et est divisé en 2 lots :

- **Lot 1 : Entretien des espaces verts du secteur Est** (sites de Vesoul, Lure, Luxeuil, EHPAD à proximité, maisons de fonction du GH70)
En vertu de l'article L. 2113-12, L. 2113-13 et L. 2113-14 du Code de la commande publique, le lot 1 défini ci-dessus est réservé aux entreprises adaptées, à des structures d'insertion ainsi qu'à des structures équivalentes.
- **Lot 2 : Entretien des espaces verts du secteur Ouest** (site de Gray et EHPAD à proximité)

L'article 7 du présent document ainsi que l'annexe au CCP précisent le périmètre géographique de chacun des lots et les prestations attendues pour ceux-ci.

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Les lots sont traités séparément mais ne sont pas scindables. Chaque soumissionnaire pourra présenter une offre pour un, plusieurs lots, ou pour la totalité des lots. Un candidat pourra se voir attribuer un ou plusieurs lots. Il est rappelé que les candidats n'ont pas la possibilité de présenter des offres variables en fonction du nombre de lots susceptibles d'être attribués.

5.4. Classification CPV (vocabulaire commun des marchés)

Code CPV	Description
77310000	Réalisation et entretien d'espaces verts

5.5. Variantes et Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

- | | | |
|--|------------------------------|---|
| • Variantes obligatoires | <input type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| • Variantes facultatives | <input type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| • Prestations Supplémentaires Eventuelles obligatoires | <input type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| • Prestations Supplémentaires Eventuelles facultatives | <input type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Non |

5.6. Etendue du marché

Les prestations qui pourront être commandées sont présentées dans le Cahier des Clauses Particulières (CCP).

Le montant pour l'ensemble des prestations à réaliser est estimé à **80 000€/an**.

L'estimation est donnée à titre indicatif et n'engage pas le GH70. Elle permet au candidat d'apprécier le volume d'achat de la consultation pour une année.

5.7. Groupement d'entreprise

Les groupements entre plusieurs candidats sont autorisés :

- Soit un groupement solidaire
- Soit un groupement conjoint.

Le marché sera alors signé avec le mandataire du groupement habilité par les autres membres du groupement.

Chaque membre doit fournir les documents administratifs exigés au présent règlement, sous peine d'élimination du groupement.

Possibilité de présenter pour le marché ou un de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois :

En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements

☒ Oui ☐ Non

En qualité de membres de plusieurs groupements.

☒ Oui ☐ Non

Afin d'assurer la bonne exécution du marché, le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône se réserve le droit de transformer un groupement conjoint en groupement solidaire à la signature du marché.

Conformément aux articles R. 2142-25 et R. 2342-12 du CCP l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale, il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

Le prestataire, qu'il soit unique ou en groupement, devra réunir les compétences pluridisciplinaires en lien avec l'objet du marché.

5.8. Sous-traitance

Le candidat peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations en application de l'article L 2193-3 du CCP.

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au Groupe Hospitalier de la Haute-Saône une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

5.9. Prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le GH 70 se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire, des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Article 6. Durée du marché et reconduction

L'article L211-5 du Code de la commande publique définit le régime de la durée des marchés publics.

L'accord-cadre s'exécutera à compter du **1^{er} janvier 2026** pour une période ferme de 12 mois, soit jusqu'au **31 décembre 2026** inclus.

En application de l'article R2112-4 du Code de la commande publique, le marché pourra être reconduit trois fois par période de **12 mois**.

La reconduction se fera de manière tacite. Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

La durée totale du marché ne pourra ainsi excéder le **31 décembre 2029**.

En cas de non reconduction, le titulaire en sera averti au plus tard cinq mois avant la fin du marché.

Dans ce cas, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

La non-reconduction du marché par le GH70 ne peut ouvrir droit à indemnité au profit du titulaire.

Les commandes émises avant la date d'échéance du marché demeurent exécutoires jusqu'au dernier jour du marché.

En fin de marché, ou en cas de non reconduction, le titulaire s'engage à poursuivre les prestations jusqu'à mise en place effective du nouveau marché, dans les conditions identiques au présent marché.

Article 7. Lieux d'exécution ou de livraison

Lot n°1	Site de Vesoul - Hôpital : 2 rue Heymès – 70000 VESOUL
	Maison de fonction - 7 rue Claude Carriage – 70000 VESOUL
	Maison de fonction - rue Grosjean – 70000 VESOUL
	Maison de fonction - 4 rue amiral Courbet – 70000 NAVENNE
	Maison de fonction – Lotissement du jeu de Quille 2 rue du moulin – 70000 FROTEY-LES-VESOUL
	Site de Neurey - EHPAD Les Horizons : 4, rue de la Demie - 70000 NEUREY-LES-LA-DEMIE
	Site de Lure - Hôpital : 37 rue Carnot – 70200 LURE
	Site de Lure - EHPAD Marie Richard : 37 rue Carnot - 70200 LURE
	Site de Lure - EHPAD Mont Châtel : 37 rue Carnot - 70200 LURE
	Site de Villersexel - EHPAD : 441 rue du 13 septembre 1944 - 70110 VILLERSEXEL
	Site d'Héricourt - EHPAD : 1 rue Edgar Faure - 70400 HERICOURT
	Site de Luxeuil-Les-Bains - Hôpital : 12 rue Grammont - 70300 LUXEUIL-LES-BAINS
	Site de Luxeuil-Les-Bains - EHPAD Château Grammont : 12 rue Grammont - 70300 LUXEUIL-LES-BAINS
	Site de Luxeuil-Les-Bains - EHPAD La Source : 12 rue Grammont - 70300 LUXEUIL-LES-BAINS
	Site de Saint-Loup-Sur-Semouse - EHPAD Les Lilas: 20 avenue Jacques Parisot - 70800 SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE
	Etablissement partie GHT 70 – Site de Scey-sur-Saône – EHPAD Villa Saint Joseph – 13 rue de la Croix de Pierre – 70 360 SCEY-SUR-SAONE-ET-SAINT-ALBIN
	Etablissement partie GHT 70 – Site de Saulx – EHPAD Jean Michel – 18 Grande Rue – 70240 SAULX
Lot n°2	Site de Gray - Hôpital : 5 rue de l'Arsenal - 70100 GRAY
	Site de Gray - EHPAD de l'Hôtel-Dieu : 87 Grande Rue - 70100 GRAY
	Site de Gray - EHPAD des Capucins : 1 Rue du Faubourg des Capucins - 70100 GRAY
	Site de Gy - EHPAD Le Verger : 90 Grande Rue - 70700 GY
	Site de Pesmes - EHPAD Saint Hilaire : 6 rue des Capucins - 70140 PESMES
	Site de Champlitte - EHPAD Les Lavières : Rue des Boicheux - 70600 CHAMPLITTE
	Etablissement associé GHT 70 – Site Dampierre-Sur-Salon – EHPAD Alfred Dornier - 11 Rue Alfred Dornier – 70180 Dampierre-sur-Salon

Chapitre III - Procédure

Article 8. Type de procédure

Cette consultation est instruite sous la forme d'accords-cadres avec « bons de commande » sans minimum et avec un maximum en valeur de **320 000€ H.T** conformément aux articles L.2124-2 et R.2124-2 du code de la commande publique.

Article 9. Délai de validité des offres

120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Chapitre IV – Modalités de participation

Article 10. Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation est constitué des éléments suivants :

- **Le présent Règlement de la consultation et son annexe**
- **L'Acte d'Engagement (ATTRI1) et ses annexes pour chaque lot :**
 - Annexe « Annexe Financière lot 01 »
 - Annexe « Annexe Financière lot 02 »
- **Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) n°25-26**
- **La fiche contact à compléter par les candidats (1 onglet par lot)**
- **Les formulaires DC1 et DC2**

Article 11. Obtention du dossier de consultation

Conformément à l'article R2132-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique. Les modalités d'obtention sont expliquées dans l'annexe jointe au dossier.

En cas de retrait anonyme, ou de dossier obtenu via une agence de veille, les candidats sont invités à s'authentifier sur notre plateforme et à indiquer une adresse mail permettant de façon certaine une correspondance électronique pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications de ce dossier.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait fait dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de la dite adresse électronique.

En cas de difficulté, le support technique de la plateforme est accessible via un formulaire en ligne, un guide utilisateur est également disponible.

Article 12. Protection des données à caractère personnel

Les modalités de protection des données à caractère personnel sont expliquées dans l'annexe au présent document.

Article 13. Modification du Dossier de Consultation Entreprise

Le GH70 se réserve le droit d'apporter au plus tard **6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de la consultation.**

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Le GHT de la Haute-Saône souhaite attirer l'attention des candidats sur le fait que l'identification permet à ces derniers d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au dossier de consultation. À défaut d'identification, il appartiendra aux candidats de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications et/ou précisions complémentaires (et de prise en compte de celles-ci dans les dossiers de candidature et/ou d'offre).

Article 14. Conditions relatives aux marchés

14.1. Langue devant seule être utilisée dans l'offre et la candidature

Seul le français devra être utilisé dans les documents de la candidature et de l'offre.

14.2. Monnaie du marché

La monnaie de compte du marché est l'EURO.

14.3. Conditions propres aux marchés de service

Les prestations sont-elles réservées à une profession particulière ? ☒ Oui ☐ Non

Les candidats seront-ils tenus d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de l'exécution du marché ? ☒ Oui ☐ Non

Article 15. Contenu du pli

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Conformément aux articles R2142-1 et -2 et -5 à -14 ; R2142-3 et -4 ; R2143-3 et -16 ; R2143-4 et -16 ; R2143-11 et -12 et -16 ; R2143-5 et -6 à -10 et -15 du Code de la commande publique, chaque candidat aura à produire **un dossier complet comprenant les pièces suivantes :**

	Pièces du dossier
1	<p>Une lettre de candidature et, le cas échéant, la désignation du mandataire par ses cotraitants (imprimé DC1) dûment complétée ainsi que les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat.</p> <p>Dans le cas d'un groupement, les entreprises remplissent un DC1 unique (fourni dans le DCE) mais chaque membre du groupement le signe.</p> <p>Les candidats ont la possibilité de répondre via le DUME (Document Unique de Marché Européen)</p> <p>Les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées pour engager le candidat La copie du (des) jugement(s) prononcé(s) si le candidat est en redressement judiciaire</p>
2	<p>Une déclaration du candidat (imprimé DC2) dûment complétée et accompagnée, des renseignements ou documents permettant d'évaluer :</p> <p>a) les capacités économiques et financières b) les capacités techniques c) les capacités professionnelles</p> <p>Dans le cas d'un groupement d'entreprises, ces documents devront être fournis par chaque membre du groupement.</p>

	Pièces du dossier
3	<p>Un projet de marché comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'acte d'engagement (imprimé ATTRI1) conforme au modèle mis à disposition par l'établissement, complété. En signant ce document le candidat atteste avoir pris connaissance des documents de la consultation et les accepter sans réserve, sauf précisions nécessaires à la bonne exécution de la prestation. - L'« Annexe AE – Annexe financière » dûment complétée, cadre obligatoire (en version informatique au format Excel) de chaque lot. - La fiche contact <u>dûment complétée</u> - Le CCP est à accepter sans aucune modification.
4	<p>Le soumissionnaire joint à son offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un mémoire technique et descriptif de la prestation proposée (composition des intervenants, matériel, valorisation des pratiques éco-responsables) ; - Tous les certificats, attestations, écolabels et autres que le titulaire aura mentionnés dans son mémoire technique ; - L'attestation d'assurance de responsabilité civile et professionnelle en cours de validité.

Chapitre V – Remise des offres

Article 16. Date et heure limite de réception des offres

La date limite de réception des offres est le :

Mercredi 08 octobre 2025 à 12 heures, délai de rigueur

Les offres ne peuvent plus être modifiées à partir de la date limite de réception des offres. Les offres réceptionnées après l'expiration du délai seront déclarées irrégulières et ne seront pas analysées. Un courrier d'information sera envoyé au(x) candidat(s) concerné(s).

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres (R.2151-6 à R.2151-7 du code de la commande publique).

Article 17. Mode de transmission des offres

Les offres seront transmises par **VOIE DÉMATÉRIALISÉE** comme expliqué dans l'annexe relative à la dématérialisation jointe au présent règlement de la consultation, sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les dossiers comprennent les documents relatifs à la candidature et à l'offre, indiqués dans le tableau de l'article 15 du présent règlement de consultation.

Article 18. Remise d'une offre

18.1. Remise d'une copie de sauvegarde

L'envoi d'une copie de sauvegarde est autorisé, voire même fortement conseillé.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : **« Confidentiel – ENTRETIEN DES ESPACES VERTS DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LA HAUTE-SAONE – Ne pas ouvrir »** et l'identification du soumissionnaire et envoyée à l'adresse suivante :

Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques – Cellule des marchés publics
2 rue René Heymes
70014 VESOUL

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue au Groupe Hospitalier de la Haute-Saône dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ou bien n'a pas pu être ouverte par le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône, sous réserve que la copie lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône.

18.2. Documents disponibles via un espace de stockage numérique

Conformément à l'article R2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

18.3. Dispositif « Dites-le nous une fois »

Le GH70 s'engage dans une volonté de simplifier la communication des documents administratifs par les entreprises.

Pour cela, et conformément à l'article R2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements déjà transmis au Groupe Hospitalier de la Haute-Saône dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Il est, dans ce cadre, demandé aux candidats d'indiquer au GH70, les références précises de la consultation au cours de laquelle ces renseignements et documents ont été fournis, ainsi que le service du GH70 auquel ont été transmis ces éléments. La consultation au cours de laquelle les documents en question auront été remis devra avoir une antériorité d'une année maximum.

Les renseignements et documents auxquels renvoient les candidats devront avoir été fournis dans le cadre de candidature à des marchés relatifs à des prestations de même nature et pour lesquels des niveaux de capacités identiques étaient demandés, sous peine de voir leur candidature déclarée irrecevable.

18.4. Précisions ou corrections

Le pouvoir adjudicateur pourra demander des clarifications, précisions ou compléments concernant les candidatures et les offres déposées. Cependant, ces précisions, clarifications ou compléments ne peuvent avoir pour effet de modifier des éléments fondamentaux de l'offre ou des caractéristiques essentielles du marché.

Conformément aux articles R2152-1 et -2 du Code de la commande publique, l'acheteur vérifie que les offres qui n'ont pas été éliminées en application de l'article R2143-2 sont régulières, acceptables et appropriées. Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables seront éliminées. Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition que cette régularisation n'entraîne pas de modification substantielle des offres initiales.

Article 19. Visite des sites / Remise d'échantillons

La visite des sites n'est pas obligatoire mais peut être demandée par les candidats.

Les soumissionnaires souhaitant réaliser une visite doivent en faire la demande sur le profil acheteur PLACE.

Le GH 70 proposera des dates de visites en fonction des demandes.

Article 20. Examen de la candidature

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le présent règlement de la consultation.

Si le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône constate que des pièces, dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

En application de l'article R. 2144-1 et suivants du CCP, la vérification des conditions de participation sera effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

Lors de cette vérification, des candidatures peuvent être déclarées irrecevables et être éliminées:

- Si le dossier de candidature est incomplet et si l'acheteur ne met pas en œuvre la faculté d'en demander la régularisation,
- Si le candidat fournit des informations démontrant qu'il n'atteint pas les niveaux minimaux fixés.

Les candidats non retenus en sont informés conformément aux articles R.2181-1 à 2181-4 du code nommé ci-dessus.

Article 21. Analyse des offres

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, le GH70 pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Le GH70 se réserve le droit de déclarer tout ou partie de la consultation sans suite. Dans ce cas, le candidat ne pourra engager de recours indemnitaire.

L'analyse des offres sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2152-1 et suivants et R. 2152-6 du Code de la commande publique.

Les offres des opérateurs économiques sont analysées au regard des documents relatifs à l'offre et par application des critères de jugement mentionnés ci-dessous.

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énoncés ci-après avec leur pondération.

Critère n°1 = Valeur technique La valeur technique de l'offre sera jugée sur la base du mémoire technique. Elle se décompose ainsi : <ul style="list-style-type: none"> - Expérience du candidat (5 points) - Mise en œuvre et pertinence du planning (20 points) - Moyens matériels et humains (20 points) 	45 points
Critère n°2 = Prix	45 points
Critère n°3 = Développement Durable Le soumissionnaire s'attachera à apporter des précisions dans son mémoire technique concernant les points suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Filière d'élimination des déchets / démarche de valorisation des déchets ; - Performance des techniques et matériels utilisés sur le plan environnemental et énergétique (consommation énergétique, niveau sonore...) 	10 points

Les notes seront arrondies à deux décimales.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

L'attribution de la note prix sera réalisée au regard de la formule suivante :

$$\frac{\text{Prix global du lot le plus bas acceptable}}{\text{Prix global du lot du fournisseur à juger}} * \text{Pondération} = \text{Note prix}$$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 22. Attribution

Le représentant du Groupe Hospitalier de la Haute-Saône choisira l'offre qu'il jugera économiquement la plus avantageuse en application des critères d'attribution précédemment indiqués. Les offres recevables seront alors classées par ordre décroissant en fonction des notes obtenues.

Le candidat dont l'offre n'a pas été retenue sera informé par courriel via la plateforme PLACE.

Le candidat attributaire sera informé par réception des documents contractuels signés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 5 jours à compter de la réception du Noti1 l'informant qu'il est retenu, les documents sollicités

Ces documents pourront néanmoins être déjà produits au stade du dépôt de la candidature.

En outre, le titulaire devra produire sous peine de résiliation de l'accord-cadre à ses torts, les pièces prévues aux articles D. 8222-5, D.8222-8 du Code du Travail tous les six mois et ce jusqu'à la fin d'exécution du marché.

Si le candidat ne peut produire ces certificats dans le délai ci-dessus, son offre est rejetée. La même demande sera présentée au candidat suivant dans le classement des offres (articles R2143-6 à -12 du Code de la commande publique).

Il est rappelé aux candidats que les fraudes et tentatives de fraude sont passibles de sanctions pénales dans les conditions prévues aux articles 313-1, 313-3, 433-19 et 441-7 du code pénal et peuvent conduire au retrait de l'offre.

Article 23. Signature et notification du marché public

Un délai minimal de onze jours est respecté entre la date d'envoi de la notification prévue aux articles R.2181-1, R.2181-3 et R.2182-1 du code de la commande publique et la date de signature du marché public par l'acheteur.

Article 24. Demande de renseignement

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront formuler leur(s) demande(s) au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Ces demandes seront à déposer sur le profil acheteur mentionné à l'article 2 du présent document. Une réponse sera alors publiée sur ce même support.

Article 25. Compétence juridictionnelle

L'instance chargée des procédures de recours ainsi que le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Tribunal Administratif de Besançon,
30 Rue Charles Nodier,
25000 BESANCON
Tel 03.81.82.60.00
Fax : 03.81.82.60.01
Mail: greffe.ta-besancon@juradm.fr

L'Organe chargé des procédures de médiation est :

Le Comité consultatif interrégional du règlement amiable des litiges
Préfecture de Meurthe-Et-Moselle
1, rue du Préfet Claude Erignac,
54038 Nancy Cedex
Tel : 03-83-34-25-23
Fax : 03-83-34-22-24

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- référé précontractuel : depuis le début la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 et suivants du code de justice administrative) ;
- référés contractuels : après la signature du contrat dans un délai de 31 jours à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée (article L551-13 et suivants du code de justice administrative) ;
- recours en contestation de validité exercé par tout tiers ou concurrent évincé, introduit dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment la publication d'un avis d'attribution.

Le cas échéant, ce recours pourra être assorti d'un référé-suspension (article L521-1 du code de justice administrative).

